

*L'Espagne et l'Europe communautaire :
une vieille histoire de famille ?
Du rêve d'union au mariage de raison.*

Isabelle Renaudet

Université de Provence, (France)

Date de publication : juin 2001

En 1995, Felipe González dressant un bilan de l'intégration espagnole dans l'Union Européenne (U.E), déclarait :

« L'adhésion de l'Espagne à la Communauté Européenne a été un des événements qui ont marqué de façon décisive l'histoire récente de notre pays, aussi bien parce que cela signifiait la fin d'une tradition d'isolement que par la définition d'un solide cadre de référence pour les projets de modernisation de l'Espagne »¹

L'enjeu de l'intégration espagnole à l'UE se trouve ici résumé. Son importance historique tient non seulement au fait qu'elle a permis à l'Espagne d'aborder un nouveau cap sur le plan économique, en achevant sa modernisation, mais aussi a représenté une rupture définitive avec un passé synonyme d'isolement diplomatique. Avec la signature de l'acte d'adhésion en 1985, l'Espagne a donc retrouvé sa place en Europe après une longue absence, en renouant les liens qui l'unissaient à ses vieux cousins de l'ancien monde. Dans l'Europe communautaire édifiée à partir des années cinquante, l'Espagne avait connu en effet un destin d'exception empêchant tout rapprochement avec les membres de la famille européenne du fait même de la nature autoritaire du régime franquiste. Le triomphe de la démocratie, consacré en 1978 par la promulgation de la constitution de la nouvelle monarchie espagnole, a donc permis au dialogue Espagne-Europe de reprendre et rendu possible la normalisation des rapports de la première avec la seconde.

Si González ne fait pas allusion à l'épisode de la dictature, c'est sans doute parce qu'il n'est pas de mise dans un discours qui entend insister sur les bienfaits que le pays a retirés de son entrée dans l'U.E de rappeler aux Espagnols une page noire de leur histoire avec laquelle ils entretiennent des rapports ambigus. On ne peut comprendre

toutefois la longue marche espagnole vers l'intégration sans se référer à la période franquiste, importante pour deux raisons : c'est elle en premier lieu qui a posé les premiers jalons de cette reconnaissance que l'Espagne entend obtenir de l'Europe communautaire en formulant dès 1962 une demande d'association qui lui fut refusée du fait de la nature du régime² ; parce que l'Europe communautaire n'a pas voulu justement de l'Espagne de Franco, les démocrates espagnols ont eux au contraire revendiqué l'Europe comme partie intégrante de leur combat, faisant de l'intégration de leur pays dans la CEE – espace de libertés et emblème de la démocratie- l'une des facettes de la lutte menée contre la dictature.

L'intégration de l'Espagne à l'UE en 1985 constitue donc l'ultime étape du processus qui conduit l'Espagne de la dictature à la démocratie. Vieux d'environ deux décennies, le rêve d'union Espagne-Europe peut alors se concrétiser.

L'intégration de l'Espagne dans l'U.E fut subordonnée à deux préalables : la démocratisation du régime et la restructuration de son économie.

La démocratisation du régime, qui découle d'un processus commencé au lendemain de la mort de Franco, débouche sur l'instauration d'un Etat de droit dont la constitution de 1978 constitue un peu l'acte de naissance et l'arrivée au pouvoir des socialistes du PSOE à l'automne 1982 l'acte de baptême. La victoire des socialistes, qui prennent le relais des centristes de l'UCD ayant piloté jusqu'alors la transition, indique en effet que la jeune démocratie espagnole a atteint une sorte de maturité par le jeu de l'alternance politique.

Si en optant pour un modèle de transition opérée depuis l'appareil d'Etat franquiste, dont la principale vertu fut sans doute de créer un large consensus au sein du pays, les Espagnols ont démontré leur aptitude à sortir de la dictature pacifiquement, ils ont gagné aussi par là une légitimité nouvelle aux yeux de l'étranger. L'entrée de l'Espagne dans la CEE en 1985 marque en effet son retour sur la scène européenne après une longue absence qu'explique une histoire politique mouvementée. Cet isolement dont le pays aspire à sortir après la mort de Franco est un héritage direct de la dictature. La nature autoritaire du régime fondé par le Caudillo apparaît en effet comme une anomalie dans une Europe occidentale rendue à la démocratie après 1945. Et il faut toute la complexité des relations Est-Ouest au temps de la guerre froide pour que l'Espagne soit reconnue par les puissances occidentales comme un allié objectif à défaut d'être considérée comme un pair à part entière, au cours des années cinquante.

L'isolement diplomatique de l'Espagne se mesure toutefois sur une plus longue durée. Le processus qui va conduire le pays à se replier sur lui-même est enclenché, on le sait, dès la fin du XVII^{ème} siècle qui marque le début de la réduction de sa sphère d'influence. Le phénomène se poursuit à l'époque contemporaine, avec le démantèlement de son empire colonial. Au cours du XIX^{ème} siècle, l'Espagne est donc de moins en moins une nation qui compte : alors que son retard en matière économique devient patent, que son instabilité politique devient chronique, le visage de l'Europe se façonne de plus en plus sans elle, tant sur le plan diplomatique que culturel. A l'aune de cet isolement séculaire, son intégration dans l'Europe des douze revêt donc une importance fondamentale. Elle met non seulement fin à son confinement aux dimensions étroites de la péninsule ibérique, mais en plus témoigne de sa capacité à exorciser son passé : l'Espagne avait réussi à sortir de la dictature non plus par la voie des armes, mais par la voie des urnes.

L'entrée dans la CEE constitua également pour l'Espagne un passeport vers la modernité qui lui permit d'achever la modernisation économique qui avait débuté sous Franco. Les gouvernements de la transition vont en effet s'engager dans une politique de restructurations qui s'impose du fait de la conjoncture (sous l'effet de la crise les prix à la consommation s'envolent, le déficit de la balance commerciale s'aggrave) et qui entend préparer l'adhésion du pays à la CEE. S'il fallait liquider l'héritage politique du franquisme, il convenait également de procéder à un certain nombre de réajustements afin de mettre l'économie espagnole au niveau des économies européennes. La signature des Pactes de la Moncloa le 25 octobre 1977, puis l'adoption de la loi de juin 1981 visant à réduire la capacité de production et les effectifs de certains secteurs (construction navale, sidérurgie, industrie textile...) constituent les jalons les plus significatifs de cette volonté de modifier le visage économique du pays. Lorsque les socialistes arrivent au pouvoir, ces restructurations n'ont eu toutefois que des effets limités, n'ayant affecté que 6,5% seulement de la production industrielle et 8,8% de la population active.

C'est donc l'équipe conduite par F. González qui aura la lourde tâche de mener à son terme cette politique d'assainissement présentée comme un préalable indispensable à l'acceptation de la candidature espagnole par Bruxelles. Le décret sur la reconversion et la ré-industrialisation adopté en novembre 1983 et devenu loi en 1984 prévoit ainsi, pour ne retenir que les aspects sociaux des mesures instaurées, 63.500 suppressions d'emplois, soit environ 10% de l'emploi total des onze secteurs visés, ces réductions d'effectifs représentant jusqu'à 20% des emplois dans la sidérurgie, 40% dans la construction navale. Parallèlement, les conditions de fonctionnement du marché du travail se trouvent assouplies du fait de l'introduction du travail temporaire à partir de 1984.

Du fait de la politique économique suivie, les socialistes pouvaient afficher à leur actif un certain nombre de résultats positifs à la veille de l'entrée de l'Espagne dans la CEE : l'inflation qui atteignait 24% en 1977 n'était plus que de 8,3% en 1985. Le taux de croissance dépassait en outre à cette date 2% pour la première fois depuis 1977. En terme de coût social en revanche, les restructurations avaient été particulièrement lourdes : entre 1975 et 1985, le nombre de personnes employées dans la construction navale est passé ainsi de 47.000 à un peu plus de 25.000. La précarisation de l'emploi s'est accentuée en outre durant cette période au nom du travail temporaire encouragé par la flexibilité que l'on instaure et du fait aussi du travail souterrain.

Le fait que ces orientations économiques aient été mises en œuvre par la gauche explique que la contestation sociale ait été limitée, du moins jusqu'à la grève générale du 14 décembre 1988. Un grand nombre de travailleurs a hésité en effet à affronter ouvertement un gouvernement socialiste attendu durant près de cinquante ans. Reste que c'est au prix d'un ajustement douloureux que l'Espagne a gagné l'adhésion tant convoitée à l'Europe des douze. Cette politique présentée comme nécessaire par les dirigeants rend donc compte de la déception croissante qui s'est installée dans une partie de l'opinion publique vis à vis des perspectives qu'ouvrirait à l'Espagne l'entrée dans la CEE. Le contenu même du traité d'adhésion n'a fait que renforcer cet état d'esprit.

Deux éléments relatifs aux modalités d'intégration pouvaient laisser douter dès le départ que cette intégration fût pleinement réussie. Le premier tient au temps écoulé entre la demande d'adhésion formulée par la jeune démocratie espagnole (qui remonte à juillet 1977) et l'entrée effective de l'Espagne dans l'U.E devenue réalité au 1^{er} janvier

1986. Au total, il aura fallu 56 réunions au niveau ministériel, 74 sessions au niveau des ambassadeurs pour que la requête espagnole aboutisse. Les réticences ont donc été grandes du côté des Douze. L'admission inquiétait en fait Bruxelles à cause des caractéristiques de l'économie espagnole, qui malgré le miracle des années soixante et soixante-dix présentait des déséquilibres structurels importants, alors que le produit intérieur brut par habitant était inférieur à la moyenne communautaire. On sait en outre qu'à ces craintes s'ajoutaient les préventions de certains pays membres, soucieux de préserver leur propre économie de la concurrence espagnole que l'on redoutait surtout dans le domaine de l'agriculture, dont les produits aux coûts de production moindre ne manqueraient pas d'envahir le marché européen. La France était de ceux-là, les productions végétales espagnoles qui représentaient 55% de la valeur de la production agricole finale du pays constituant une menace sérieuse pour les agriculteurs du Midi méditerranéen.

Ces intérêts divergents expliquent également les multiples aménagements dérogeant aux règles communautaires, adoptés dans le traité lui-même. Ces aménagements constituent le second élément qui, côté espagnol, pouvait contribuer à relativiser l'impact de l'adhésion pour le pays. Ce traité qui se compose d'une série de documents constituant un dispositif juridique complexe contient en effet de nombreuses exceptions aux principes prévalant à la logique libre-échangiste du marché unique. Un seul exemple l'indiquera, dans le domaine agricole : les dispositions adoptées en la matière visaient à protéger les Etats déjà membres de la CEE contre les importations de fruits, primeurs, vins et matières grasses espagnols, ceci durant une période transitoire. La baisse des droits de douane concernant les fruits et les primeurs était ainsi échelonnée sur dix ans, représentant une diminution de 10% par an les quatre premières années, de 25% la cinquième, de 15% la sixième et de 4% les quatre dernières. En échange, des contingentements étaient prévus pour limiter les exportations de certains produits des pays déjà membres vers l'Espagne, comme le lait, les viandes bovines et porcines, le blé et le sucre.

Ces restrictions multiples apportées au droit communautaire traduisent bien la volonté des deux parties de concilier des intérêts différents. Au seuil de son intégration dans la famille européenne, les relations de l'Espagne avec l'UE n'avaient donc plus vraiment l'apparence d'épousailles prometteuses et avaient plutôt tourné au mariage de raison, chacune des deux parties en présence ayant obtenu que ses intérêts respectifs soient sauvegardés. Cette union Espagne-Europe qui ne s'ébauchait pas sous les meilleurs auspices était-elle toutefois en mesure de compromettre les convictions pro-européennes de la jeune démocratie espagnole ? Le bilan qui peut être dressé sur environ dix ans de vie commune invite à formuler une réponse nuancée à ce propos.

Globalement positive, l'intégration l'a été en premier lieu sur le plan politique. L'adhésion a contribué en ce domaine à consolider la démocratie et a permis à l'Espagne de s'affirmer comme une puissance moyenne entre les Etats au rayonnement international avéré comme l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, et les petits Etats de l'UE. Du fait de sa politique méditerranéenne et des liens qu'elle entretient avec l'Amérique latine, l'Espagne a ainsi été le siège de conférences internationales qui témoignent de la place qu'elle a retrouvée sur le plan diplomatique : conférence de Madrid sur le Proche-Orient en 1991, conférence ibéro-américaine de Madrid de 1992, sommet extraordinaire de l'OTAN en 1997...

Les effets de l'intégration apparaissent moins systématiquement bénéfiques sur le plan économique et financier et en outre ne sont pas toujours directement liés à

l'entrée de l'Espagne dans l'UE. Il convient toutefois de signaler quelques points positifs. L'intensification des échanges est de ceux-là, les exportations espagnoles intra et extra communautaires ayant progressé de plus de 9% entre 1985 et 1991 (alors que dans le même temps la moyenne communautaire se situait à 4,7%) et les importations de 12% (contre un peu plus de 5% seulement pour la CEE en moyenne). Plus significatif encore, cette forte progression est due avant tout aux échanges intra-communautaires, puisque ceux-ci représentaient 66,6% du total des exportations espagnoles en 1991 contre 53% seulement en 1985, et 60% des importations espagnoles en 1991 contre 38% seulement en 1985.

A porter également pour une part non négligeable à l'actif de l'UE, l'augmentation des investissements de capital productif ou spéculatif en provenance des autres pays membres, attirés par les avantages comparatifs en terme de salaires, d'offres fiscales, de prix des terrains. 34,6% des investissements étrangers réalisés en Espagne de 1984 à 1990 l'ont été ainsi par les seuls Etats communautaires que sont l'Allemagne, la France, les Pays-Bas.

Effets bénéfiques enfin à lier cette fois-ci exclusivement à l'appartenance communautaire : la correction des déséquilibres régionaux effectuée grâce aux aides dont l'Espagne a bénéficié du fait de la PAC (au titre du Fonds Européen d'orientation et de garantie agricoles, FEOGA) ou par le biais des fonds structurels (Fonds Européen de Développement régional, FEDER, Fonds Social Européen, FSE) chargés d'assurer la cohésion économique et sociale au sein de l'UE et destinés au développement des régions agricoles en retard, à la reconversion des régions industriellement en déclin, à la lutte contre le chômage de longue durée et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Au titre de l'aide au développement des régions agricoles en retard, l'Espagne a ainsi reçu entre 1988 et 1993 plus de 9 milliards d'écus. Pour la période 1994-1999, l'Espagne a également reçu 23% des fonds structurels et des PIC (Programmes d'initiative communautaire) alloués aux Etats membres au nom de l'objectif 1 (visant à promouvoir l'ajustement structurel des régions en retard de développement), de l'objectif 2 (visant à reconverter les espaces gravement affectés par le déclin industriel) et l'objectif 5b (visant à promouvoir le développement des zones rurales dans le cadre des réformes de la PAC). Quant aux aides du FEOGA-Garantie destinées à l'Espagne, elles sont passées de 280,8 milliards de pesetas en 1988 à 452,8 en 1991 et 806 en 1996.

Sur le plan économique comme politique, le bilan de l'intégration espagnole apparaît donc globalement positif. Pour autant les défis auxquels l'Espagne a dû faire face durant les dix années qui ont suivi l'acceptation de sa candidature ont conduit certains à considérer d'un œil critique les bienfaits tirés du mariage européen. Le déficit de la balance commerciale espagnole est demeuré ainsi l'un des points noirs au tableau. Certes l'augmentation spectaculaire des importations qui a suivi l'adhésion a concerné avant tout des biens d'équipement destinés à la modernisation des entreprises. Mais reste que la hausse des importations, qui se sont fortement accrues en volume de 1986 (+19%) à 1991 (+ 30%), a renforcé le déficit du commerce extérieur qui a doublé entre les deux dates atteignant 12,5 milliards de dollars. Sur le plan social en outre, le revenu par tête est demeuré inférieur à la moyenne communautaire, même si il a beaucoup augmenté au cours de la décennie des années quatre-vingt-dix, atteignant en 1998 16.740 dollars contre 22.091 dollars pour la France à la même date. Mais c'est surtout la persistance d'un taux particulièrement élevé de chômage qui a relativisé aux yeux de certains citoyens l'impact de l'entrée de leur pays dans l'UE : de l'ordre de 21 % en 1987, ce taux s'était élevé à 24,4% en 1994. Les perspectives ouvertes par le « mariage européen » ne s'étaient donc pas concrétisées sur ce point.

La récurrence avec laquelle le problème du chômage revient quand il s'agit d'évaluer dans les sondages les effets de l'intégration espagnole témoigne d'une attente très forte en ce domaine. Bien plus qu'en termes d'image ou de rayonnement international, c'est sous l'angle de la question de l'emploi que les citoyens appréhendent les effets de l'appartenance de leur pays à l'UE. D'où le fait que les relations qu'ils entretiennent avec la Communauté soient passées par des phases diverses dans les dix années qui ont suivi l'entrée de l'Espagne dans l'Europe des Douze.

Le contraste est grand en la matière entre d'une part le fort degré d'implication de l'Espagne dans l'histoire de la construction européenne, et d'autre part la ferveur pro-européenne des citoyens sur laquelle retentissent fortement les effets de la conjoncture économique.

Que l'Espagne ait été un acteur actif de la construction européenne apparaît tout particulièrement à deux niveaux. Le premier témoigne que ce pays a tenté depuis son adhésion d'imprimer sa marque aux institutions communautaires en défendant une nouvelle conception de la cohésion économique et sociale. C'est lors de la conférence intergouvernementale sur l'union politique en mars 1991 que cette nouvelle conception fut définie. Elle prenait en compte deux éléments : d'une part les progrès de l'intégration reposant sur le passage au marché unique et la réalisation de l'Union économique et monétaire (UEM) ; d'autre part, la situation des pays dont le développement se situait au dessous de la moyenne communautaire. Pour corriger les déséquilibres constatés au sein d'une Europe à deux vitesses, l'Espagne plaidait en faveur de la création d'un nouvel instrument financier (le Fonds de Cohésion économique et sociale) destiné au développement des régions en retard. Les pays dont le PNB était inférieur à 90% de la moyenne communautaire (soit l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal) devaient bénéficier de cette aide présentée comme une compensation à l'effort national qu'exigeait pour ces Etats l'adaptation à l'UEM. En prenant la tête du groupe des pays jugés «à la traîne », l'Espagne défendait ainsi non seulement ses propres intérêts, mais témoignait aussi de sa volonté d'apparaître comme un membre actif de l'U.E. La création de cet organisme lors du Conseil européen d'Edimbourg en décembre 1992 constitua donc pour elle un motif de satisfaction.

Second domaine qui manifeste l'intention de l'Espagne d'apporter sa contribution à l'édifice européen : l'élaboration d'une politique méditerranéenne. Deux facteurs ont poussé l'Espagne à jouer un rôle actif en ce domaine : le risque d'une aggravation des déséquilibres entre une Europe du sud, moins bien lotie, et une Europe du nord, plus puissante, dont le poids serait renforcé à la fois par les candidatures des pays scandinaves et surtout par les conséquences de la réunification de l'Allemagne ; des considérations plus nationales sont également intervenues, l'Espagne entendant occuper une position de leader dans cette politique euro-méditerranéenne en tant qu'Etat méditerranéen de l'U.E. Si cette politique pouvait s'appuyer sur les accords bilatéraux d'ordre commercial et financier déjà passés avec un certain nombre de pays, il s'agissait toutefois d'aller plus loin en élargissant le cadre des relations au domaine politique. Lors du Conseil de Corfou en juin 1994, décision fut donc prise de demander à la Commission européenne d'émettre des propositions visant à renforcer la politique méditerranéenne de l'UE en faveur de la paix et du développement économique. Il s'agissait donc à la fois de créer une zone de stabilité politique et de sécurité et un espace économique euro-méditerranéens. L'Espagne s'était doublement engagée en faveur de ce projet : soutenue par la France et l'Italie, elle avait proposé l'organisation d'une conférence sur ce thème ; c'est en outre un Espagnol, Manuel Marín, qui fut

chargé d'élaborer les propositions visant à concrétiser ce projet de politique euro-méditerranéenne. Significativement ce fut la ville de Barcelone qui fut choisie comme siège de la conférence qui se tint les 27 et 28 novembre 1995. A l'issue de ses travaux un partenariat euro-méditerranéen fut défini dans trois secteurs : la politique et la sécurité, l'économie et les finances, le secteur culturel et humain, visant à établir une coopération échelonnée sur plusieurs années.

Le rôle joué par l'Espagne durant la décennie des années quatre-vingt-dix, tant au niveau du renforcement de la cohésion économique et sociale que par la définition de nouveaux axes dans la politique de l'UE, démontre donc qu'elle a su trouver sa place au sein de la Communauté. Soucieuse d'un rééquilibrage entre la réalité politique de l'Europe et la réalité économique, l'Espagne a œuvré aussi durant cette période en faveur d'une nouvelle définition de la citoyenneté européenne, comme cette lettre adressée par F. González le 4 mai 1990 au Premier Ministre irlandais qui présidait alors la Communauté en témoigne :

« A mon avis, l'union politique consiste de façon primordiale à transformer un espace de caractère essentiellement économique, pensé pour garantir la libre circulation de travailleurs, de services, de capitaux et de marchandises, en espace commun intégré, dont le citoyen serait le protagoniste ».

Ayant intégré tardivement la famille communautaire, l'Espagne entendait donc apporter sa pierre à la construction d'une Europe à achever - l'Europe des citoyens- qui impliquait que l'on dépasse la finalité strictement économique de l'ancienne CEE pour en faire un espace politique, cohérent et solidaire. Et l'Espagne voulait participer d'autant plus activement à cette nouvelle phase de l'histoire de l'Europe que, du fait du franquisme, elle n'avait pu être au rendez-vous lors de l'étape initiale de la fondation de l'Europe des Six. Cet investissement dans la consolidation de l'édifice a donc rempli une double fonction, à deux échelles différentes en quelque sorte. En premier lieu, il a constitué un peu le tribut payé par la classe politique espagnole au pouvoir jusqu'en 1996 à une Europe qui a toujours été synonyme de démocratie. Devenus les dirigeants du pays, ces socialistes qui ont grandi dans l'opposition au franquisme ont donc pu enfin donner la mesure de leur engagement sans faille en faveur d'une Europe qu'ils avaient longuement appelée de leurs vœux. En même temps, au niveau national cet investissement a été aussi un moyen d'exorciser le passé proche en montrant que l'Espagne entendait être un élève zélé et irréprochable de l'U.E.

Cette double échelle de valeurs à l'aune de laquelle les bienfaits de l'intégration seraient appréciés explique sans doute que les effets du mariage européen soient ressentis diversement en Espagne. Si la classe politique a joué à fond la carte de l'Europe, c'est parce que pour elle l'adhésion constituait l'aboutissement logique de la lutte conduite au temps du franquisme en faveur de la démocratie espagnole. Cette dernière n'aurait pas été vraiment achevée sans l'entrée de l'Espagne dans la famille européenne. Plus qu'une nécessité, l'adhésion a donc été vécue comme l'ultime étape d'un processus par lequel les démocrates espagnols ont transformé le visage d'une Espagne réputée rebelle à la démocratie et vivant pour cette raison en marge de l'Europe. Il n'est pas certain en revanche que pour de larges secteurs de l'opinion publique le sens de l'adhésion se soit posé en ces termes. L'intégration est sans doute beaucoup plus apparue à leurs yeux comme une nécessité rendue impérieuse par le contexte économique que comme l'achèvement d'un cycle, l'avènement d'une nouvelle maturité politique. D'où le fait que pour un grand nombre d'Espagnols les effets

attendus de l'appartenance à l'UE primaient sur toute autre considération. Leurs rapports avec l'UE sont passés pour cette raison par des phases diverses.

La première correspond à une phase de relatif enthousiasme, d'accueil favorable, de 1986 à 1992. Les enquêtes d'opinion réalisées par le *Centro de Investigaciones Sociológicas* (CIS) en témoignent. En avril 1988 ainsi, 49% des personnes interrogées estimaient que l'intégration avait été une bonne chose, 38% jugeaient qu'elle n'avait été ni bonne ni mauvaise. Chiffre significatif également : 52% des personnes pensaient que l'adhésion avait été bénéfique, même si moins que pour d'autres pays de la CEE (20%). 56% trouvaient que les choses allaient un peu mieux depuis, contre 30% qui étaient d'avis contraire. Pour ce qui concerne les effets de l'intégration 65% considéraient qu'elle avait été positive pour la démocratie (17% avaient sur la question une opinion contraire), 72% qu'elle renforçait la place de l'Espagne dans le monde (contre 13% pour l'avis contraire), 70% qu'elle favorisait la modernisation sociale (contre 15% d'avis contraires), 63% la modernisation des entreprises (contre 19% d'avis contraires). Un bilan positif donc, contrebalancé toutefois par le fait que 62% des personnes interrogées rendaient l'intégration responsable de l'augmentation des prix des produits nationaux et que 78% jugeaient qu'elle avait été sans effet sur la création d'emplois.

Une seconde phase est perceptible à partir de 1992 qui dure jusqu'en 1996-1997. La désillusion semble s'être alors installée à la fin de l'année, une fois l'exposition universelle de Séville terminée et les Jeux Olympiques de Barcelone achevés. L'euroscpticisme gagne alors du terrain, alors que la situation économique se dégrade : dévaluation de la peseta de 5% en septembre 1992, de 6% en novembre, recul de la consommation de 2,2% en 1993, effondrement des investissements (-17%), diminution de 1,7% du PIB. Parallèlement, le gouvernement opte pour une politique d'austérité - réduction du déficit budgétaire, augmentation des taux d'intérêt, accroissement de la fiscalité - et le chômage atteint des sommets. En 1993 ainsi, il n'y a plus que 39% des Espagnols interrogés qui trouvaient qu'être dans l'UE était positif. La crise avait fait prendre conscience aux Espagnols qu'ils étaient les parents pauvres d'une Europe à deux vitesses. Dans le même temps, ils étaient 34% seulement à croire que l'UE était bénéfique pour le développement économique du pays, 40% étant d'avis contraire. En 1992 déjà, 32% des personnes interrogées estimaient que l'Espagne recevait moins de l'UE qu'elle ne lui apportait. 20% seulement considéraient que l'UE avait des retombées positives pour l'emploi, contre 45% d'avis contraires.

La morosité que laissent entrevoir ces sondages appelle un certain nombre de conclusions. La première tient à la nature de cet euroscpticisme, avant tout d'origine économique. La désillusion ainsi perceptible tient à l'écart constaté par certains entre la conscience qu'ils ont que l'Espagne n'a pas démerité de l'UE depuis qu'elle en fait partie, et les avantages qu'elle en a retirés, qui apparaissent proportionnellement ténus. Certes cette déception reste limitée dans la mesure où elle n'est pas allée jusqu'à créer un mouvement d'opinion hostile à l'Europe qui remettrait en cause l'appartenance espagnole. Au contraire, le redémarrage économique avéré à partir de 1997 - qui se marque par un taux de croissance de 3,8% en 1998 (ce qui situe l'Espagne en terme de croissance de son PIB aux tous premiers rangs de l'UE), une inflation modérée (1,4% au 31 décembre 1998) et surtout une baisse du chômage particulièrement importante (18, 17% en 1998) - a ouvert une nouvelle phase dans les rapports Espagne-UE et démontre le caractère très conjoncturel de ce baromètre affectif qui évolue au gré du contexte. Mais la ferveur première, déjà passablement entamée lors de la signature du

traité d'adhésion en 1986, a bien disparu dix ans après chez nombre de citoyens. Le débat engagé sur les retombées positives ou non de l'adhésion n'est d'ailleurs pas clos du fait des perspectives ouvertes par l'intégration programmée des pays d'Europe centrale et orientale (sans parler de celles des pays méditerranéens extra-européens qui frappent à la porte de l'UE tels le Maroc), qui se traduiront par une redéfinition des politiques d'aide et de solidarité et détourneront les fonds structurels vers de nouveaux espaces.

Notes

¹ Cité dans MORENO JUSTE Antonio, *España y el proceso de construcción europea*, Editorial Ariel, Barcelone, 1998.

² L'Espagne obtint toutefois de la CEE la signature d'un accord préférentiel en 1970 qui servit de cadre aux relations commerciales des deux parties.